

ME VOICI, MONSIEUR;

OU

OBSERVATIONS

ADRESSÉES

A M. DE LA HARPE,

*SUR les articles qu'il a fait insérer dans
la partie ci-devant littéraire du Mer-
cure, N^{os}. 15, 17, 18.*

PAR M. l'abbé ARTHUR DILLON.

Que le plus hardi, le plus confiant d'entre vous prenne
la parole ou la plume, & qu'il réponde.

M. DE LA HARPE, *Mercury*, N^o. 17.



A PARIS,

Chez GATTEY, Libraire, au Palais-Royal,

1791.

THE NEWBERRY
LIBRARY

frc. 2.
10783
Case
FRC
17515

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

1895

1895

1895

1895

1895

1895

1895

1895

1895

1895

1895



ME VOICI, MONSIEUR,

OU

OBSERVATIONS

ADRESSÉES

A M. DE LA HARPE.

DEPUIS long-tems, monsieur, je ne lis plus la partie *politico-littéraire* du *Mercur*, parce que je n'aime pas les genres *bâtards*, mais toutes les semaines, les articles de *franche* politique, que donne M. *Mallet du Pan*, servent à mon instruction ; & tout homme qui aime la vérité & le courage saisira toujours avec empressement l'occasion de rendre un hommage public

A

aux principes & à la conduite de cet estimable auteur.

On m'a cependant conseillé de lire les articles que vous venez de faire insérer dans les derniers numéros , & dans lesquels vous entretenez le public du bonheur dont jouit la nation françoise. Je les ai lus , monsieur ; j'ai vu que vous y fessiez le *panégyrique* des bourreaux , & que vous défiiez quelqu'un d'être assez *hardi* , ou assez *confiant* pour oser se charger de l'*appologie* des victimes.

Me voici , monsieur. Il ne faut être ni *hardi* , ni *confiant* pour oser répondre à des inculpations aussi barbares qu'injustes ; il suffit d'être délicat & de pouvoir consacrer quelques momens à repousser la calomnie.

Vous sentez , monsieur , que je ne prends pas la plume pour répondre à tout ce que vous avez écrit sur vous-même. C'est sur-tout dans un pays libre , que les détails de la position d'un simple individu se perdent au milieu des grands intérêts que chacun se plaît à discuter. Un homme ne peut attirer sur lui l'attention publique , que lorsque sa cause se lie à l'intérêt commun , & appelle à sa défense la surveillance générale. J'adopte donc , sans aucune restriction , tout ce que vous nous avez dit de vous ; je suis très-persuadé

que vous méritez l'estime de vos amis ; je ne viens me plaindre ici que de votre défaut de générosité à l'égard de ce que vous appelez vos *méprisables ennemis*.

Comme je reviendrai encore sur cette expression , je crois devoir expliquer ici le sens qu'elle a offert à mon esprit , en lisant votre ouvrage. Il me semble que vous qualifiez ainsi tous ceux qui ne pensent pas comme vous sur la révolution & la constitution françoise. Je ne puis me dissimuler que vous accablez de votre mépris le clergé , la noblesse & cette précieuse partie de la nation françoise , qui a préféré de rester fidelle à sa religion , à son roi , à sa patrie , plutôt que de s'enrôler sous les drapeaux des philosophes. Je trouve que ma cause s'embellit en prononçant seulement le nom de mes cliens , & j'espère vous prouver que s'ils se trompent dans leurs opinions politiques , leurs sentimens & leur conduite sont toujours dignes d'estime.

Ce sentiment , que je voudrois faire passer dans votre ame , comme dans celle de tous les hommes que l'esprit de parti égare , est le but principal vers lequel tendent les observations que j'ai l'honneur de vous adresser. Ainsi , monsieur , je traiterai légèrement , & même je négligerai entièrement plusieurs parties importantes de votre

ouvrage, soit parce que je n'ai rien à objecter contre vos propositions, & alors je vous prie d'agréer mon silence comme un hommage rendu à vos principes; soit parce que ce sont des objets trop souvent rebattus pour ne pas fatiguer nos lecteurs. Vous avez d'avance justifié mon silence, lorsqu'en parlant de l'homme que vous réfutez, vous dites : *ce n'est pas qu'il y ait rien de neuf dans son ouvrage; vous le retrouverez épars dans tous les journaux & tous les pamphlets aristocratiques.* Vous ne pouviez donner une meilleure raison pour vous excuser de n'avoir rien dit de nouveau dans le vôtre.

J'avoue que les diatribes que vous prodiguez contre vos *méprisables ennemis* n'offrent aussi rien de *neuf*; mais elles doivent être considérées sous un autre point de vue. Si vos discussions politiques ne portent aucune lumière nouvelle dans les esprits, il n'en est pas de même de vos déclamations haineuses; elles donnent une plus grande activité aux désordres, elles raniment les vengeances, & le gentilhomme qu'on attache à une potence trouve toujours cette opération nouvelle.

La marche des révolutionnaires est aujourd'hui bien connue sur cet article. Ils abandonnent aux folliculaires gagés le soin de mettre en fermement

ration la boue des rues ; ils les chargent spécialement de l'instruction des philosophes des carrefours. Mais il est une classe d'hommes que les désordres fatiguent , pour qui la haine est un sentiment pénible , qui souffrent d'avoir toujours des victimes sous leurs yeux , & que les écrits populaires dégoûtent bientôt. Alors on sent la nécessité de ranimer ces adeptes timides , par un coup de fouet philosophique , & cette fonction importante est confiée à un des principaux oracles de la secte. C'est ainsi que l'année dernière , M. de *Cerutti* offrit le clergé à la haine populaire. Ses fonctions d'administrateur ne lui permettent plus de sonner la charge , & vous , monsieur , qui ne vous êtes point *tourné vers l'ambition municipale* , vous avez reçu la commission subalterne d'emboucher la trompette funèbre.

Avant de repousser votre dangereuse attaque , permettez - moi quelques réflexions rapides sur plusieurs questions politiques que je trouve que vous avez tranchées bien légèrement. Mon commentaire n'aura pas plus de profondeur que le texte.

Vous nous dites assez gaiement : *Hé bien , permettez-nous d'essayer le neuf ; il ne sera jamais tel qu'il puisse faire regretter l'ancien.* J'admire

votre modération, monsieur; ce n'est pas la *sainte*,
 la *sublime* constitution que vous protégez; c'est
 un petit *essai* que vous nous proposez. Savez-
 vous que vous avez fait là, *comme disoit le pe-*
sant abbé d'Olivet, une *épigramme bien légère* sur
 la constitution françoise? Les philosophes con-
 viennent donc aujourd'hui qu'ils ne font qu'un
essai sur le bonheur de 24 millions d'hommes,
 & qu'après trois années de ruines, d'incendies,
 de massacres, ils seront contents, *si la constitu-*
tion nouvelle n'est pas telle qu'elle puisse faire re-
gretter l'ancienne. L'expérience peut assurément
 amuser infiniment messieurs les *philosophes*, mais
 nous autres, pauvre peuple, nous vous dirons
 en gémissant que cela n'en valoit pas la peine.

Il y a dix-ans, lorsque le despote Louis XVI,
 voulut faire un *essai* des assemblées provinciales,
 il consacra à cette expérience deux provinces,
 & ne joua pas ainsi toute la France à *croix ou*
à pile. Au reste, le reproche que je vous fais
 ici est peut-être injuste. Il est possible qu'avec
 les projets de votre *propagande*, vous regardiez
 la pauvre France comme une très-petite portion
 de l'univers, & que vous ne vous soyez pas
 écarté du vieux principe : *faciamus experimentum*
in animâ vili. Mais alors je vous attaque d'un
 autre côté, & je me plaindrai aux philosophes

françois de n'avoir pas été faire leur expérience en *Allemagne* ou en *Angleterre*, pour rapporter ensuite sans orage à leur patrie le bénéfice de leurs découvertes, revues & corrigées par l'expérience. Il faut donc que messieurs les philosophes, pendant qu'ils s'amusent à faire leur petit *essai*, soient infiniment indulgens pour les ignorans, à qui l'expérience du passé, l'épreuve du présent donnent en vérité le droit de trembler pour l'avenir.

Messieurs du vieux régime, dites-vous un peu plus bas, avez-vous peur qu'on ne se rappelle pas assez que notre ancienne administration avoit généralement (& sans exception) deux caractères bien marqués, l'importance de la bêtise, & un grand mépris pour la raison? Ne fait-on pas avec quel profond dédain le plus borné des gens en place parloit de l'homme le plus éclairé qui faisoit des livres? J'en suis fâché pour vous, messieurs, mais ce sont ces gens qui faisoient des livres qui vous ont à la fin forcés de rendre vos comptes.

Vous claquez ici des mains, monsieur, & renoncez au langage modeste que je viens d'admirer. Vous parlez de votre petit *essai* avec une confiance que justifieroit à peine l'expérience la plus heureuse. Vous serez obligé de convenir avec moi que la situation de la France, depuis

deux ans que vous là travaillez en *philosophie politique*, n'est pas faite pour motiver les applaudissemens que vous prodiguez en faveur des *faiseurs de livres*. Accordez-moi de bonne foi cet aveu que les faits doivent vous arracher, & je m'engage, moi, à bénir la mémoire de tous les écrivains, quand la France sera heureuse, & qu'il sera prouvé que le bonheur de ma patrie est leur ouvrage. Le grand *Frédéric*, qui savoit ce qu'il y a de bon à prendre dans les philosophes, disoit : *je voudrois confier pendant un an à ces gens-là une de mes provinces, & l'on verroit dans quel état ils la mettroient, avec leurs systèmes & leurs abstractions*. Si je pouvois aujourd'hui faire parvenir au roi de Prusse un état de nos finances, de notre commerce, de notre police, de notre discipline militaire, de notre influence politique, de notre tranquillité, de notre sûreté, de notre morale, de notre religion, je crois qu'il s'applaudiroit, & d'avoir en la gaieté de dire ce mot piquant, & la sagesse de ne pas exécuter le projet qu'il renferme.

Il faut que les administrateurs du *vieux régime* reçoivent avec humilité l'accusation de *bêtise* que vous formez contre leur administration; mais nous, monsieur, qui n'avons pris part ni à l'ancien, ni au nouveau régime, qui portons

tout le poids de votre *essai* philosophique , nous reprochons à votre administration d'avoir beaucoup trop d'*esprit*. Également victimes de la *bêtise* & de l'*esprit* , quand serons-nous consolés par la sagesse ?

Il me semble que , pour parvenir à ce but si désirable , le premier pas à faire seroit d'établir dans la marche de l'esprit administratif la même division que dans l'ordre politique ; c'est-à-dire , je voudrois que messieurs les *faiseurs de livres* se bornassent à travailler dans le calme de leur cabinet , à enfanter dans le silence leurs systèmes , & présentassent ensuite leurs brillantes conceptions au *plus borné des gens en place* , pour savoir ce qu'il y a de praticable dans leurs plans. C'est ainsi que , dans tous les arts (& celui du gouvernement est le premier de tous) , le savant s'enfonce dans les profondeurs de la théorie , parvient aux plus sublimes résultats , & tous les jours le plus simple ouvrier lui démontre l'impossibilité de son projet dans la pratique , ou lui en facilite l'exécution. Je ne veux rien enlever aux droits du génie ; mais en remettant chacun à sa place , les *faiseurs de livres* ne perdront rien de leur gloire , & les peuples s'en trouveront beaucoup mieux.

Quant au dédain avec lequel le *plus borné des*

gens en place parloit de l'homme éclairé qui faisoit des livres, ces messieurs avoient grand tort ; il ne faut jamais mépriser les talens, parce qu'il n'y en a aucun qui ne puisse être d'une grande utilité sous une administration bien ordonnée ; ces messieurs avoient d'autant plus tort que les *faiseurs de livres* avoient pour eux, à cette époque, tout l'éclat d'une brillante théorie. J'avoue que deux années de pratique ont un peu diminué & notre confiance & leur gloire. Au reste, vous me paraissez quittes les uns envers les autres. Les *faiseurs de livres* rendent bien cette année aux gens en place les dédains de l'année dernière, & la querelle doit être finie entre vous, à moins que la rancune des philosophes ne soit éternelle comme la colere des Dieux : *manet altâ mente repostum.*

Je n'abandonne pas encore, monsieur, les *faiseurs de livres*. Vous nous apprenez à quoi ils peuvent être bons. Joignez-vous à moi, pour rendre leurs travaux utiles à la patrie. C'est eux, dites-vous, qui savent *forcer à rendre les comptes* ? Je respire, monsieur Ils vont donc *forcer* l'assemblée nationale à rendre les siens. Cette sage motion de M. Duquesnoy, digne de sortir de la bouche de l'abbé Maury, va donc avoir son exécution. Nous admirerons avec vous les rap-

ports lumineux de M. de *Montesquiou* ; nous baisserons nos lourdes têtes devant la sublimité de ses *conceptions* ; mais ces *rapports* & ces *conceptions* , qui peuvent former un roman financier qui charme l'académie , ne vaudront jamais pour nous un bon & gros compte , fait avec exactitude , & dans lequel on nous dira sans esprit & sans imagination quelles ont été la *recette* & la *dépense* depuis deux ans que l'assemblée nationale s'est chargée de nos affaires.

Je remarque , monsieur , que vous parlez de M. de *Montesquiou* avec beaucoup plus de confiance que de nos finances. Il est très-possible en effet qu'un homme *lumineux* , dont *l'esprit est clair* & les *conceptions nettes* soit chargé d'une mauvaise besogne. Vous vous contentez de remarquer que c'est en ce genre sur-tout qu'il est aisé de troubler le présent par les terreurs de l'avenir , & que la banqueroute, déjà commencée avant la révolution , étoit une suite plus inévitable des opérations de l'ancien ministère que de celles de mes représentans.

Vous êtes resté , monsieur , bien en arriere de M. *Anson*. Cet honorable député , dont les *conceptions* en finances sont au moins aussi heureuses que celles de M. de *Montesquiou* , nous a annoncé au mois de décembre , que nous serions en janvier au courant de tous nos paiemens. Je m'inscris

en faux , monsieur , pour mon propre fait contre cette assertion , & vous me dispenserez , j'espère , de vous rapporter le témoignage de tous ceux qui pourroient réclamer contre la *conception* de M. Anson. Vous ne partagez pas la confiance de ce député , & vous vous bornez *au plus ou moins de certitude de la banqueroute*. Ce léger avantage vous rassure sur notre position ; c'est une suite de la manière calme dont vous envisagez le petit *essai* fait par les philosophes sur la monarchie françoise

Vous ne développez pas davantage votre opinion sur l'état de nos finances , & lorsque vous dites que *la banqueroute étoit déjà commencée sous l'ancien ministère* , j'ai droit de croire que vous voulez indiquer par-là les billets d'état qu'avoit voulu créer M. l'archevêque de Sens au mois d'août 1788. Ces billets ont été étouffés dès leur naissance , ainsi nous ne pouvons savoir qu'elle eût été leur sort. Nous nous rappelons seulement qu'à cette époque les paiemens se faisoient encore avec exactitude , le commerce étoit florissant , la perception des impôts assurée , la police exacte , les ressorts du gouvernement n'étoient pas tous relâchés. Mais aujourd'hui , monsieur , on ne paye presque personne , le prêt des troupes , d'après les rapports même des ministres , souffre de grandes difficultés ; la perception des impôts

est nulle , la force publique est anéantie , le commerce expire , le change est à 25 pour cent de perte , l'état est chargé de la nourriture de tous les ouvriers qu'entretenoit le luxe , les dépenses publiques sont excessivement augmentées , (quoi qu'en disent vos *rapports lumineux*.) Enfin , monsieur , les billets d'état , connus sous le nom d'*assignats* , malgré l'immense & superbe hypothèque qui leur est offerte , malgré le prodigieux succès de la vente des biens nationaux , perdent 10 & 11 pour cent au moment où j'écris. Il faut être bien philosophe pour ne pas voir dans cette position des finances une *banqueroute aussi commencée que sous l'ancien régime* ; il faut être bien indifférent sur les maux du *présent* pour croire qu'il soit nécessaire , pour les rendre sensibles , d'en rapprocher les *terreurs de l'avenir*.

Vous vous étendez beaucoup plus sur la partie métaphysique de la *souveraineté de la nation* ; nous vous ferons bon marché de cet article-là , monsieur ; rendez-nous heureux , & nous nous occuperons fort peu de l'origine du pouvoir qui fait notre prospérité. L'homme altéré qui arrive sur le bord d'un fleuve dont l'eau étonne sa soif brûlante , s'occupe fort peu de rechercher dans quels lieux l'onde qui le désaltere a pris sa source. Nous n'en sommes plus à la métaphysique de

1789, nous sommes avides de repos & de bonheur ; qu'on nous fasse de bonnes loix , qu'elles soient scrupuleusement exécutées , que la justice succède au brigandage civil & politique , & nous bénirons le gouvernement qui nous procurera ces avantages.

Tout ce que je viens de dire , monsieur , n'est point étranger à la défense de mes *respectables amis*. Il est utile de démontrer que leurs opinions politiques ne sont pas la simple expression de leurs regrets , & que l'expérience justifie , au moins jusqu'à ce jour , l'improbation qu'ils donnent au petit *essai* que vous faites sur leur partie.

Vous les présentez au peuple comme les zélés partisans du despotisme. Ils ne soupirent , selon vous , qu'après des chaînes. *Eh ! monsieur , dites vous , qui peut regretter le despotisme ? — Tous ceux qui en profitoient*. Quand on arme soi-même son ennemi , il est possible qu'on se prépare une victoire ; & lorsqu'on fait la demande & la réponse , il est difficile qu'on n'ait pas raison. Mais examinons cette question , monsieur , d'une manière qui assure à chacun ses avantages.

Je ne connois qu'un moyen de déterminer les principes politiques de la noblesse françoise ; c'est de consulter les cahiers dans lesquels elle a consigné ses opinions & ses vœux. Vous l'y verrez

toujours occupée à opposer à l'autorité royale des limites justes & sages. A la vérité, elle n'a jamais cru que, pour anéantir le despotisme des rois, il fallût courber sa tête sous le despotisme populaire; & en cela, elle a prouvé qu'elle avoit une idée juste de la liberté, qui n'existe jamais que dans la balance de ces deux pouvoirs. Je ne parcourrai pas ici tous ces cahiers, il me suffit de sentir que je puis vous les indiquer avec confiance.

Après vous avoir opposé ces pièces authentiques, je vous rappellerai, monsieur, un mot spirituel & profond, dit par M. le duc de Luxembourg, à cette époque où un ministre, au moins incapable (1), s'il n'étoit pas perfide, cherchoit à établir sa puissance, en entretenant par ses incertitudes & sa marche oblique les terreurs de la cour & les espérances du tiers-état. Il avoit représenté les principes développés dans les cahiers de la noblesse, comme devant immanquablement ouvrir le précipice, où s'engloutiroit l'autorité royale. Au milieu des incertitudes dans lesquelles ce ministre avoit mis le gouvernement, pour savoir quel parti il devoit favoriser, un personnage important fit à M. le duc de Luxembourg

(1) M. Necker remplissoit alors de fait les fonctions de chancelier.

une objection sérieuse, fondée sur la rigueur des principes exprimés dans les cahiers de la noblesse. M. le duc de Luxembourg, déjà éclairé sur les projets du tiers-état, répondit avec noblesse & vivacité : « ce sont-là des querelles de famille, qui peuvent toujours se terminer heureusement ; mais songez que la couronne succombera dans le procès qu'elle aura à soutenir avec le troisième ordre. » Ils n'étoient donc pas, monsieur, si favorables au despotisme, ces principes qui alarmoient l'autorité ? Ceux qui ont développé des opinions conformes à ces redoutables mandats ne sont donc pas les partisans du pouvoir arbitraire ?

Il ne me suffit pas, monsieur, d'avoir démontré combien mes *respectables amis* ont peu mérité le reproche que vous leur faites, par leur conduite aux *états-généraux*, il faut suivre aujourd'hui leur marche dans l'*assemblée nationale*.

Vous demandez *quels hommes sont aujourd'hui véritablement dans le sens de la révolution & de la constitution* ? La particule conjonctive est ici déplacée ; il faut distinguer, ou plutôt absolument opposer les hommes qui sont *dans le sens de la révolution* à ceux qui sont *dans le sens de la constitution*. C'est déjà un genre de liberté, monsieur, que d'avoir une constitution, fût-elle encore plus mauvaise que la nôtre, ce qui seroit
peut-être

peut-être difficile à découvrir. Ainsi les vrais amis de la liberté sont ceux qui défendent les principes de la constitution & font respecter les loix. Et qui, dans l'assemblée nationale, monsieur, fait les plus courageux comme les plus inutiles efforts pour maintenir la division des pouvoirs que la constitution a établie ? Qui cherche à rendre au pouvoir exécutif l'indépendance & l'influence nécessaire au bonheur des peuples, & que la constitution lui attribue ? Qui essaye inutilement d'éloigner les mains des législateurs du maniement des deniers publics ? Qui attaque journellement l'inquisition tyrannique & inconstitutionnelle des *comités des recherches* ? Qui défend les droits sacrés de la propriété ? Qui réclame sans cesse, en faveur de la sûreté personnelle, la rigueur des loix ? Enfin, qui se présente toujours appuyé de la déclaration des droits de l'homme (1) & des principes de la constitution ? ce sont vos *méprisables ennemis*, ce sont ceux que vous accusez d'être les partisans du despotisme.

Ils vous paroissent sans doute *méprisables*, parce qu'ils sont toujours subjugués par les *amis de la*

(1) Entre leurs heureuses mains, cet instrument de la discorde présente les dernières espérances de la paix.

révolution. Et qui sont les *amis de la révolution*, monsieur?

Je vous fais grace de cette armée de brigands, qui n'est que l'amie du crime & du pillage, mon intention n'est pas de vous humilier. Les amis de la révolution qu'on ose avouer, ce sont ceux qui prolongent l'anarchie, en entretenant la confusion des pouvoirs; qui anéantissent l'autorité tutélaire du monarque; qui font de l'assemblée nationale un tribunal de judicature, qui prononce des jugemens au gré de ses caprices ou de ses fureurs; qui se jouent des droits de la propriété; qui voyent de sang-froid, je dirois même avec allégresse, enfermer dans les cachots les plus honnêtes citoyens, & couler le sang d'innocentes victimes.

Ce sont des ministres, qui, méconnoissant les premiers principes de notre constitution, pensent apparemment n'être soumis à la *responsabilité* que pour les usurpations qu'ils pourroient conseiller au monarque sur le corps législatif. Ils ignorent sans doute que le pouvoir du roi est une autorité constitutionnelle; qu'en entrant dans son conseil, ils jurent également à la constitution, & d'arrêter le prince dans ses écarts, & de conserver intacte la prérogative que lui accorde la loi. S'ils se pénétoient de leurs vrais devoirs, on ne les verroit

pas esclaves, ou peut-être complices des factieux, souffrir & même provoquer ces atteintes mortelles qui ont anéanti dans leurs foibles mains le pouvoir du roi. S'ils tremblent, qu'ils abandonnent un poste trop au-dessus de leurs forces! qu'ils se pénètrent de cette vérité, que le tems n'est plus où l'on croyoit avoir rempli ses devoirs, quand on avoit conservé sa place, que le regne des petites intrigues est fini, & qu'on ne peut plus se présenter au ministère qu'avec un caractère & des principes!

Les amis de la révolution, monsieur, ce sont encore ces corps administratifs, qui, sous les yeux des représentans de la nation, enfantent eux-mêmes les loix qui manquoient à leur haine pour la religion (1); qui, au mépris des droits de la liberté, se rendent les organes de l'insurrection, & viennent menacer de la force des circonstances un roi, restaurateur de la liberté de ses peuples. Enfin des corps administratifs qui, foulant aux pieds la déclaration de nos droits, compromettent l'inviolabilité de la cabanne du pauvre, en osant

(1) Je ne fais aucune observation sur l'inconvenance de voir MM. l'évêque d'Autun & abbé Syès juger comme membres du comité de constitution l'arrêté qu'ils ont fait comme membres du département.

promener leurs regards insolens dans le domicile du monarque , & s'immiscer dans l'ordre de sa *domesticité*. Nous verrons cette adresse inconstitutionnelle , adoptée par tous les corps administratifs , dont l'acte même sollicite l'adhésion. Ils justifieront cet écart criminel , en disant , comme on le répète tous les jours dans les provinces , que *c'est pour soutenir l'assemblée*. Effectivement , on ne peut plus *soutenir l'assemblée* qu'en brisant les tables sur lesquelles sont inscrites les loix de la constitution (1).

Pardonnez-moi , monsieur , une courte discussion qui va peut-être vous paroître étrangère à mon sujet ; mais son importance me servira d'excuse. L'assemblée annonce tous les jours la fin de ses travaux , & la seconde législature approche. Une grande question va donc se présenter : les membres de l'assemblée actuelle peuvent-ils être éligibles pour la seconde législature ?

J'entends souvent décider que cet avantage sera enlevé aux députés des législatures ordinaires ,

(1) Il ne me sera pas difficile de prouver que la grande majorité des décrets de l'assemblée est contraire aux droits de l'homme & aux principes de la constitution. Les matériaux de cet ouvrage sont déjà rassemblés , & je n'ai été arrêté dans ma marche que par l'ennui de copier tous ces décrets , & par l'impossibilité où je suis de payer un secrétaire.

mais qu'il sera conservé aux députés de celle-ci, comme assemblée hors de ligne, & qui ne peut avoir rien de commun avec les autres. C'est, dit on, l'intérêt de la liberté, de rappeler à la seconde législature ceux qui en ont été les fondateurs. Il me semble que cette question doit se décider par des principes absolument opposés.

Les législatures ordinaires ne pourront jouir de quelque autorité, qu'autant qu'elles se conformeront exactement dans leur marche à tous les principes de la constitution. Priver un homme du fruit de la confiance qu'il aura inspirée par sa fidélité aux loix, c'est une injustice pour l'individu, & un malheur pour la nation. Quelle influence dangereuse peut acquérir un homme dont la marche est invariablement tracée sur une ligne dont il ne peut s'écarter sans se rendre coupable, & sans trouver des juges ?

Mais les députés de la législature actuelle, naturellement corrompus par ce *pouvoir constituant*, dont il se sont revêtus, par cette popularité ou cette force immense dont ils se sont entourés, dégagés long tems de toute espece de frein, se sont accoutumés à commander pendant l'orage, & l'habitude de proposer leurs volontés comme des loix souveraines leur a rendu facile un langage impérieux. Ils se sont trop long-tems, au gré

de leurs caprices ou de leurs besoins , joués des principes de la constitution ; ils ne porteroient dans la première législature qu'un esprit altier , incompatible avec cette soumission servile que tout homme doit aux loix. Dans un gouvernement où l'égalité fait la base de la constitution , ces hommes doivent être soumis à un *ostracisme* momentané , qui dissipe dans l'obscurité les vapeurs dont peut les avoir enivrés la haute destinée dont ils ont joui pendant deux ans , & qui les accoutume à courber la tête sous le joug des loix qu'ils ont eux-mêmes décrétées.

Déjà la délicatesse de l'assemblée l'a portée à interdire aux députés , comme membres du corps constituant , les places du ministère ; mais l'assemblée ne croit pas sans doute qu'elles puissent être les seuls objets de l'ambition , & que les fonctions de député n'exposent pas aux dangers & au lucre de la corruption. Les chefs de parti , qui déjà peut-être se sont assurés les suffrages des électeurs , développeront dans cette occasion tous les ressorts de l'intrigue ; mais que l'assemblée ne perde pas de vue la position immorale où elle se trouvera placée , puisqu'elle sera tout-à-la-fois & juge & partie ; position que l'honneur pardonne quand on sacrifie ses intérêts , mais qu'il condamne ouvertement quand on les favorise.

Amis éclairés & fideles de l'ordre & de la liberté, foyez à jamais les *méprisables ennemis des amis de la révolution* ! n'enviez point leurs triomphes éphémères ! Lorsque la France sera digne d'être libre, lorsque son suffrage sera dirigé par la connoissance de ses véritables intérêts, elle n'oubliera, ni votre fidélité aux principes, ni vos talens, ni votre courage. La véritable popularité n'est point un de ces fruits précoces, qui germent dans la corruption, & qui, ne se développant qu'à l'aide d'une chaleur factice, n'ont qu'une durée passagere, & ne présentent aucune faveur. La popularité est un fruit tardif, qui ne croît que dans les terrains fertiles, qui ne reçoit de chaleur que celle d'un ciel pur, & qui, ne renfermant dans son sein aucun germe de corruption, brave les variations de l'air & se transporte dans tous les climats. Déjà un des plus ardens *amis de la révolution* avoit rendu hommage à cette vérité profonde. *Ma popularité tient aux principes*, disoit M. de Mirabeau aux factieux ses anciens associés ; *ce n'est point un foible roseau que les vents agitent en tous sens, c'est un chêne vigoureux qui jette au loin de profondes racines*. Il avoit arraché la popularité des terres fangeuses des marais, & en la transplantant sur des terrains plus élevés & plus purs, elle devoit être inébranlable.

Ceux qui profitoient du despotisme, dites-vous, monsieur, *sont ceux qui le regrettent*. Je ne trouve pas, comme vous, cette réponse *péremptoire*. Qui profitoit réellement des faveurs du despotisme ? Vous ne direz pas sans doute que ce sont tous ceux qui occupoient des places. Elles existoient, il falloit bien qu'elles fussent remplies ; & beaucoup de titulaires n'avoient assurément aucune correspondance avec la cour. Les favoris du despotisme se réduisoient à une vingtaine de personnes qui habitoient Versailles, & à ce très-petit nombre d'hommes qu'on pouvoit dire vraiment indignes de la place qu'ils occupoient. Prenez, monsieur, la liste des *amis de la révolution*, & convenez avec moi que les favoris du despotisme se sont bien exécutés. Voyez les *Liancourt*, les *Lameth*, les *évêque d'Autun*, les *d'Aiguillon*, les *archevêque de Sens*, les *Mathieu de Montmorency*, les *évêque d'Orléans*, les *Noailles*, les *Beauharnois*, les *Broglio*, &c. &c. Prenez ensuite la liste de vos *méprisables ennemis*, que vous regardez comme les appuis du despotisme, & calculez les faveurs qu'en ont obtenues les *Cazalès*, les *Lacheze*, les *Roi*, les *Malouet*, les *évêque de Clermont*, les *Desgranges*, les *Hutaud*, les *Rhedon*, les *Duché du Fraise*, les *Guillhermy*, & tous ces respectables membres des communes,

trop nobles pour être jamais assez loués , qui ont préféré de s'ensevelir avec leurs principes d'honneur , plutôt que de s'élever dans la carrière nouvelle que les conquêtes de leurs confreres ouvroient à leur ambition.

Je ne dis pas , monsieur , qu'il n'y ait des exceptions , mais il y en a tant de part & d'autre , que je me crois en droit de ne pas regarder votre réponse comme *péremptoire*.

Non , monsieur , vos *méprisables ennemis* , pour avoir sur la liberté d'autres idées que vous , ne sont pas les partisans du despotisme. Actuellement pour varier cette discussion , je vais examiner si votre panégérique des *brigands* peut obtenir le suffrage de l'humanité ou de l'honneur.

Vous paroissez vouloir comparer les efforts qui ont été faits en Angleterre & en Hollande pour conquérir la liberté , avec les basses exécutions qui ont déshonoré la France , & vous dites : si quelqu'un demandoit si *la quantité de sang qu'il a fallu répandre à ces époques égale la mesure des avantages qu'on doit espérer* , vous dites que cette question n'auroit rien d'atroce ; & vous avez raison : elle ne seroit que ridicule , parce que tout le monde doit savoir que l'orsque l'on se bat , on se tue. C'est là la différence qu'il falloit saisir , & elle ne vous a pas entièrement échappé , car vous dites , quelques lignes plus bas : *si les plus*

faibles sont assez imprudens pour résister à la fois à la justice & à la force , il est bien difficile que parmi ceux qui sont les plus forts & qui ont raison , il n'y en ait pas qui se servent de leur force au-de là de ce que permet la justice. Il faut donc , monsieur , pour justifier vos protégés que je découvre une résistance à la force , & c'est ce qui m'est absolument impossible. On porte à vingt-deux mille le nombre de François immolés sur l'autel de notre patrie régénérée. Je ne vous offre pas ce calcul comme un compte inattaquable ; mais combien de guerres ont coûté moins de sang ! Je cherche , je ne dis pas une armée , mais une seule épée tirée qui provoqua la force. Je ne vois par-tout que des familles errantes & fugitives , que des habitations paisibles incendiées , & nulle part le caractère même de la résistance légitime à l'oppression. Appelleriez-vous une opposition imprudente , ces développemens énergiques des opinions qui font en ce moment la gloire de vos méprisables ennemis ? Peuple corrompu , pétri pour l'esclavage , reprends les fers pour lesquels tu sembles né ! jamais tu ne rougiras de tes affections aveugles ; jamais tu ne sortiras de ta honteuse ignorance , s'il faut t'apprendre aujourd'hui que l'opposition est l'élément de la liberté.

Vous vous trahissez vous-même , monsieur ,

lorsque vous ajoutez *que nous sommes encore heureux qu'il ne soit pas arrivé pis , comme cela pouvoit & devoit être , si nous n'avions pas eu un roi très-respectable & de très-méprisables ennemis*. Prenez garde , monsieur , vous parlez ici comme un *faiseur de livres* de l'ancien régime ; mais la flatterie a un tel air de gaucherie , qu'elle ne vous fera rien perdre dans le nouveau. En effet , pourquoi le roi seroit-il si *respectable* & la noblesse si *méprisable* , si l'un & l'autre ont eu la même conduite. On a tout ôté au roi , & il s'est laissé faire ; on a tout ôté à la noblesse , & elle s'y est soumise ; on a scellé de sang le palais du monarque , on a incendié les châteaux de la noblesse , on a laissé au roi son nom , on a enlevé à la noblesse le sien ; comment des malheurs communs & une résignation égale amènent-ils à des résultats aussi différens ? Avouez-le , monsieur , vos ennemis vous eussent paru moins *méprisables* , si résolus de s'immoler eux-mêmes à leur propre vengeance , ils avoient par-tout rendu massacre pour massacre , incendie pour incendie ; ils eussent alors justifié les fureurs de vos brigands , & vous leur auriez épargné l'expression de votre mépris.

Mais vos *méprisables ennemis* n'avoient-ils que ce moyen pour paroître dignes d'estime ? Si je porte mes regards sur la noblesse guerrière , je

vois, dans l'armée un corps respectable d'officiers, conduire toujours nos soldats dans le droit chemin de l'honneur, tant que ceux-ci croient devoir obéir aux ordres qu'ils reçoivent; toutes les fois que le magistrat a réclamé l'appui de la force militaire, si le zèle & l'intelligence des officiers ne leur a offert que des secours impuissans, c'est que vos amis ont appris aux soldats à opposer à la force morale de leurs chefs le *nombre de leurs bras*. Si l'insurrection se manifeste ouvertement dans les troupes, je vois ces généreux officiers improuver hautement l'insubordination; mais quand le moment du péril arrive, ils n'abandonnent point leurs compagnons d'armes & viennent partager avec eux les dangers qu'ils ont seuls attirés sur leurs têtes. C'est ainsi que le brave *Desilles* périt victime de sa noblesse & de son zèle; c'est ainsi que les officiers du régiment du roi se réunissent sans armes au soldats révoltés, & supportent aujourd'hui avec résignation l'injustice d'être les seuls punis, parce qu'ils sont restés seuls fideles à la loi. N'avez-vous que du mépris à offrir à cette partie du clergé françois, qui, renonçant à sa fortune & à toutes les aïssances de la vie, préfère de se dévouer à la misère, brave les fureurs de vos bourreaux, plutôt que de renoncer aux principes de sa religion &

d'étouffer les cris de la conscience? Ces orateurs célèbres, dont l'éloquence est peut-être le moindre mérite, ces orateurs qui, le poignard toujours suspendu sur la poitrine, défendent depuis si long-tems avec intrépidité les justes droits du trône; qui au milieu des clameurs d'une populace effrénée, combattent tous les jours avec l'énergie de la raison, les projets de républicains factieux, ces orateurs, dis-je, sont-ils donc si dignes de vos mépris? Vous êtes, monsieur, le premier philosophe qui ait osé présenter cet insultant tribut à la vertu, aux talens & au courage.

Quel nouveau reproche je vais encore avoir à combattre! *Des gens*, dites-vous, monsieur, *qui avoient montré la plus profonde insensibilité sur l'oppression de tout un peuple, sont devenus tout-à-coup si compatissans sur les maux particuliers, qui ont pu accompagner l'affranchissement & la régénération de tout ce peuple.* Vous faites ici le procès des salons & des sociétés de la capitale & des grandes villes.

Je commencerai par vous répondre, monsieur, qu'il est toujours tems de devenir sensible & qu'il n'y a point de proscription contre la vertu. Mais je veux vous prouver que cette *insensibilité*, si elle existoit, n'étoit point criminelle;

après cela je vous prouverai qu'elle n'existoit pas.

Vous convenez , monsieur , qu'avant la révolution *la littérature tenoit une grande place dans la société* , parce que c'étoit à peu près le seul objet qu'on eût abandonné à l'opinion publique. Vous avouez aussi que l'on parloit fort peu des erreurs du gouvernement & des malheurs du peuple. Pourquoi donc faire un reproche à *la société* d'une prétendue insensibilité sur des maux qu'elle ne connoissoit pas ? Comment ne pas être défarmé par cette réponse simple & ingénue que vous mettez vous-même dans la bouche des gens du monde : *mais qui est-ce qui songeoit à cela ? Qui est-ce qui en parloit ? Virgile* , qui quelquefois aussi me paroît être philosophe , est bien plus indulgent que vous ; il réclame la sensibilité des hommes en faveur des maux qu'ils ont eux-mêmes éprouvés. *Non ignara mali , miseris succurrere disco*. Vous êtes bien plus exigeant ; vous voulez qu'on pleure sur des malheurs dont on n'a jamais entendu parler.

Mais , monsieur , ce n'est pas le tout d'être exigeant , vous êtes capricieux ; lorsque *la société* donne une grande extension à sa sensibilité , vous l'accablez de *ridicules* , & vous ne trouvez rien d'*aussi comique* que de s'apitoyer sur ceux qui sont

contens, & de se faire l'avocat de ceux qui ne demandent rien. Vous conviendrez qu'il y a ici de la bonne volonté, & lorsque la société annonce une si grande envie de pleurer, ce n'est pas à vous à la décourager en vous moquant d'elle. Ce n'est pas encore assez pour l'apôtre de la sensibilité que de la tourner en ridicule, vous en faites bientôt un crime à la société ; ce n'est pas le mal présent qui vous afflige, c'est le mal passé, infiniment plus grand, que vous regrettez. C'est le bien à venir, qui est sans mesure, que vous redoutez. Il me semble, monsieur, entendre la voix de l'ogre. Que pourra donc faire cette pauvre société, pour obtenir que vous respectiez ses larmes ? Vous nous disputez l'objet de nos chagrins, & cependant vous reconnoissez en nous la véritable expression du malheur, quand vous nous appelez des gens qui crient tant & qui raisonnent si peu. Savez-vous, monsieur, que c'est là le langage des gens qui souffrent ? La douleur s'exprime bien plutôt par des cris que par des raisonnemens. Plus je réfléchis, monsieur, sur la manière dont vous cherchez à analyser la sensibilité de la société, plus je me persuade qu'il vaut mieux donner une scène comique par l'expression de sa pitié, que d'en offrir une barbare en repoussant les cris des malheureux & en fai-

sant de leurs larmes des titres nouveaux pour
les vouer à la haine publique.

J'ai dit, monsieur, que *la société* ne manquoit
pas de sensibilité ; mais comme je ne puis être
le chevalier de tout le monde, je distingue.
J'ai été assez rarement initié dans ces *sociétés*
brillantes où tout s'illumine des éclairs du bel
esprit. Les traits saillans qu'on y lance avoient
pour ma foible tête l'inconvénient du grand jour
pour les yeux délicats ; comme la trop vive lu-
mière nous aveugle, l'excès d'esprit me rendoit
stupide : on a fait de moi prompt justice, & j'ai
été bientôt éliminé comme un *intrus*. Si je ne
craignois de paroître conserver quelque rancune,
je vous avouerois ici que je n'ai jamais pu m'ac-
coutumer au jargon de vos petites *patriotes*,
qui, sortant toutes échauffées du lycée, veulent
rendre à leur manière les sublimes leçons de
littérature qu'elles ont reçues de vous. Vous
en géiriez vous-même, monsieur. Les petits
soins de la coquetterie, dont la philosophie
ne les a pas guéries ; les chapeaux & les
pompons qui viennent à la traverse du cathé-
chisme littéraire, n'offrent plus pour résultat
qu'une Macédoine de philosophie & de folie
dont je n'ai jamais su me démêler. Tantôt je
me sentoais agacé par ce que l'on appelle *le trait*,
tantôt

tantôt vivement pressé par la piquante *antithèse*, je finissois par expirer devant la nuance imperceptible du *synonyme*. Je me sens agité par le seul récit que je vous en fais. Eloigné de ces *sociétés* par ces mystères littéraires, dont j'étois si peu digne, ce n'est point à moi à répondre de leur sensibilité; si elles en manquoient, c'est la faute des *faiseurs de livres*, leurs véritables instituteurs : car c'est-là sur-tout que j'ai vu régner avec despotisme le *magister Divit*. Mais, monsieur, vous leur accordez votre suffrage, vous dites *qu'elles avoient dans le cœur tout ce que vous prononciez devant elles*. Voilà donc une classe de la *société* sauvée du naufrage; je vais en présenter d'autres sur la scène.

J'ai aussi mes protégés, monsieur, & lorsqu'on parle de protection, il faut avouer qu'on a besoin d'indulgence. Je vous demande grace pour cette jeunesse aimable & légère, qui pense encore que la détermination des trois couleurs nationales a été la plus grande opération de la révolution, & pour qui le choix d'une cocarde paroît devoir être l'acte le plus réfléchi du *civisme*. Rendons-nous justice, monsieur; si nous avons l'un & l'autre autant de jeunesse & de fortune, nous serions peut-être aussi frivoles. Pour moi, depuis que je vieillis, depuis que l'expérience

de ces deux dernieres années a éclairé mon esprit, je commence à croire que le papillon, qui follement voltige de fleurs en fleurs, est au moins aussi heureux que l'aigle isolé qui plane orgueilleusement au haut des airs. N'exigeons pas de ces jeunes esprits des choses trop difficiles; imitons la justice & la discrétion qu'ils conservent au milieu de leur frivolité. Je garantis que si vous vous transportiez tout-à-coup au milieu d'eux, ils ne penseroient jamais à exiger de vous de battre un entrechar, ou de conduire un phaéton à quatre chevaux; si vous leur répondiez sur-tout avec ingénuité: *mais qui est-ce qui songeoit à cela? qui est-ce qui en parloit?* ils vous quitteroient au grand galop, sans vous faire aucun reproche.

Je n'ai plus besoin d'indulgence, monsieur, je ne demande qu'une justice sévère pour cette partie de la *société*, qui, joignant au charme d'une sensibilité naturelle les avantages d'une éducation soignée, s'attendrit sans affectation, parle sans prétention, & conserve toute sa dignité au milieu des calomnies de l'envie ou de la haine. Il ne faut point ici se livrer à l'hyperbole; il faut vous rappeler que vous parlez à des êtres faits pour vous juger.

Lorsque les ouvrages de M. Necker, qui sont bien plutôt un code de morale politique que

des plans d'administration, lorsque ces ouvrages parurent, ~~dis-je~~, furent-ils reçus avec indifférence par cette classe de la *société*, qui fut la première en saisir le vrai mérite? A l'époque de l'établissement des assemblées provinciales, qui en furent une conséquence, cette même *société* montra-t-elle assez de zèle & d'intérêt pour leur succès & l'amélioration du sort du peuple?

Rougissez donc, monsieur, d'avoir osé dire à ces mêmes hommes qu'ils ne s'élevaient si hautement *contre les horreurs de l'anarchie* que pour se réserver le droit d'applaudir aux *cruautés du despotisme*. Les *massacres & les incendies du Languedoc*, les barbares *dragonades* ne sont parvenues à leur connoissance que par les récits de l'histoire, & s'ils les avoient jugés avec faveur, ce seroit la faute des écrivains qui en auroient adouci les horreurs. Mais non, monsieur, vous savez qu'ils ont été accoutumés dès leur enfance à les détester; ils ne sont pas davantage les apologistes des guerres sanglantes de Louis XIV; ils savent tous que ce prince lui-même les condamna sur ce lit de mort, où la vérité seule inspire les rois & les simples mortels. Ils voient du même œil, c'est-à-dire, avec amertume, ces milliers d'infortunés que le despotisme populaire ou les terreurs des chefs de parti font gémir

dans les cachots , & ce petit nombre d'hommes que les passions des ministres y ont injustement enfermés. Promenez donc dans les groupes & dans l'obscurité des clubs ces déclamations injustes , & songez que lorsque l'on a une réputation à conserver , l'esprit de parti même ne peut excuser la calomnie.

Sans m'objecter, monsieur, quelques exceptions , dont toutes les constitutions nous offrent des exemples, parcourez les campagnes , & voyez si c'est des avocats ou des écrivains que l'habitant attend des consolations ; voyez si c'est d'eux ou de leurs seigneurs que les laboureurs reçoivent des encouragemens dans leurs travaux ; demandez qui leur ouvre des hospices secourables dans leurs maladies ou leur vieillesse. Les habitans de la campagne viennent de s'élever contre leurs seigneurs, cela est vrai ; mais tout ce que je vois dans ces insurrections , c'est que l'ingratitude dont on est la victime prouve que l'on a été bienfaisant. Et ces crimes, les seigneurs sensibles ne les attribuent pas à leurs vassaux , ce sont les fruits amers des spéculations intéressées des agioteurs , de l'orgueil sophistique de quelques avocats & des erreurs systématiques des écrivains.

Ces réflexions sont déjà trop longues, monsieur ;

j'en supporterai cependant le reproche patiemment, si j'ai pu vous prouver que votre *essai* n'est pas encore assez heureux pour vous autoriser à blâmer si rigoureusement ceux qui l'improvent; que ces improbateurs ne sont pas les partisans du despotisme; que ces prétendus partisans du despotisme ne sont point des hommes *méprisables*, mais forment une partie de la *société* sensible & digne d'égards. S'il avoit fallu lutter de style ou de gloire littéraire avec vous, je n'aurois eu ni la *hardiesse*, ni la *confiance* de prendre la plume; mais quand il s'agit de défendre mes amis, je ne la cède à personne.

J'ai l'honneur d'être, &c.

ARTHUR DILLON.

NO LONG SUBJECTS